COMMUNIQUE DE PRESSE

Contact presse : Sacha Benhamou
06 13 94 06 13
sacha.benhamou@generationlibre.eu

Paris, le 30 septembre 2026

Génération Libre propose un « choc du net » pour rendre 10 % de pouvoir d'achat aux salariés

Alors que le rapprochement entre salaire brut et salaire net s'impose progressivement dans le débat public, Génération Libre publie aujourd'hui un rapport intitulé "Le choc du net : augmenter de 10 % le pouvoir d'achat en baissant les cotisations sociales". Notre Directeur des études, l'économiste Hugo Spring-Ragain consacrée aux modalités concrètes d'une telle réforme. Son objectif : augmenter d'environ 10 % le pouvoir d'achat des salariés en baissant massivement les cotisations sociales, sans hausse de TVA et sans financement par la dette.

La France fait peser une part particulièrement importante du financement de son modèle social sur le travail. Le coin socio-fiscal atteint 47 % pour un salarié célibataire au salaire moyen, contre 35 % dans l'OCDE. Autrement dit, l'écart entre le coût supporté par l'employeur et la rémunération réellement perçue par le salarié demeure exceptionnellement élevé.

Pour réduire cet écart, Génération Libre propose une réforme massive et lisible : baisser de 32 % les prélèvements salariaux portant sur les revenus d'activité et de 10 % les cotisations patronales. Les simulations du rapport montrent qu'une telle réforme permettrait d'atteindre environ 10 % de pouvoir d'achat supplémentaire pour le salarié médian et pourrait créer de l'ordre de 100 000 emplois à terme.

L'étude teste trois scénarios économiques afin de tenir compte de l'incertitude entourant la transmission de la baisse des cotisations patronales vers les salaires. Dans le scénario central, un salarié au salaire médian gagnerait environ 224 euros nets supplémentaires par mois.

Pas de TVA sociale

Plusieurs propositions actuellement discutées consistent à financer une baisse des cotisations par une augmentation de la TVA. Génération Libre écarte cette logique.

Une TVA sociale reviendrait à transférer la charge du travail vers la consommation et risquerait d'éroder une partie du gain de pouvoir d'achat par la hausse des prix. Le choc

Contact presse : Sacha Benhamou
06 13 94 06 13
sacha.benhamou@generationlibre.eu

du net proposé par Génération Libre doit être financé par des économies et par la suppression de dispositifs devenus redondants ou insuffisamment efficaces.

Le rapport propose notamment :

- la suppression de France Travail comme opérateur autonome, avec transfert de ses missions d'indemnisation à l'Unédic et de l'accompagnement vers les collectivités ou des opérateurs conventionnés, pour une économie potentielle de 4,5 à 5 milliards d'euros ;
- le recentrage des allègements généraux de cotisations au-delà de 1,6 SMIC, pour environ 15 milliards d'euros ;
- une réduction des aides à l'apprentissage, des contrats aidés et de certaines exonérations sectorielles ;
- une rationalisation de l'assurance chômage et de la formation professionnelle ;
- la suppression ou la réduction de plusieurs niches fiscales, dont le CIR, le crédit d'impôt pour l'emploi à domicile et certains taux réduits de TVA.

Le rapport assume ainsi une rupture : cesser de multiplier les aides destinées à compenser un niveau élevé de prélèvements et rendre directement aux salariés une plus grande part du fruit de leur travail.